

UNE ILE ET DES HOMMES:

PROBLEMES D'ENVIRONNEMENT A MALTE



Louis J. Saliba*

Le problème de développement le plus important qu'a dû affronter Malte depuis la fin de la 2^e guerre mondiale a été le passage d'une économie de guerre, comme base militaire, à une économie de temps de paix. Cette évolution a entraîné un remarquable effort d'industrialisation, mais a aussi abouti à une économie plus diversifiée, basée sur l'agriculture, l'industrie et le tourisme. Plus récemment est apparue la nécessité d'intégrer des considérations de protection de l'environnement au processus de développement économique. Dans cette optique, l'environnement humain doit être considéré dans son acception la plus large, l'environnement naturel ne constituant pas un secteur distinct, mais un facteur essentiel du problème global de l'environnement. Cette vue des choses ne s'applique pas uniquement aux problèmes internes de Malte. Les liens de l'île avec la mer, l'accroissement de la pollution en Méditerranée, l'ont conduite à une participation plus active aux affaires internationales, surtout lorsqu'elles concernaient l'environnement marin de la Méditerranée.

Avec une surface totale de 320 km² et une population d'environ 320.000 habitants, les îles Maltaises ont une des plus fortes densités du monde. La surpopulation a toujours été un problème, partiellement résolu par un fort taux d'émigration vers l'Angleterre, l'Australie, les États-Unis et le Canada. Il y a plus de Maltais d'origine à l'étranger que sur l'île même. Plus récemment, toutefois, le taux de mortalité a baissé et cette émigration a diminué. Parallèlement une augmentation constante des possibilités d'emploi fait que Malte a un taux de chômage

assez bas. Les ressources naturelles de l'île sont faibles, si l'on excepte les matériaux de construction; il n'y a pas de minerai. Les trois piliers de la nouvelle politique économique maltaise - agriculture, industrie et tourisme - ont fait surgir des problèmes d'environnement complexes, dont les causes sont aussi bien internes qu'externes. Les dommages subis par l'environnement naturel sont du même ordre que ceux que l'on note dans d'autres pays, mais certains d'entre eux sont étroitement liés aux caractéristiques de l'économie maltaise.

Peu de terre pour l'agriculture

La production agricole est limitée par différents facteurs, climatiques ou socio-économiques, mais surtout par le peu de terre disponible. La nécessité de garder ce potentiel cultivable a entraîné une législation spécifique, selon laquelle le sol de toute parcelle urbanisée doit être transféré vers des zones cultivables. Le morcellement des parcelles constitue aussi un obstacle à une agriculture modernisée et mécanisée, donc plus rentable.

La situation a cependant évolué ces dernières années. Un programme de subventions et de crédits a permis aux fermiers d'acquérir du matériel agricole et de rénover leurs installations. Une campagne d'information gouvernementale leur a fait réaliser qu'une agriculture dotée de moyens scientifiques pouvait être rentable. Une nouvelle classe d'agriculteurs est apparue, et l'agriculture maltaise n'est plus seulement le produit de petites exploitations familiales.

Il reste pourtant quelques problèmes. Si la quantité d'eau disponible à des fins agricoles a augmenté, le problème de l'eau reste encore un facteur limitatif. On a lancé un programme important de conversion des terres à usage agricole et de plantation de forêts qui se réalisera au détriment d'espaces naturels vierges. Mais l'existence d'étendues rocheuses, et le fait que certaines zones ne peuvent être reconverties en terres cultivables, écarte le danger d'une éventuelle disparition de la végétation. Par ailleurs, ce programme prévoit que chaque année des milliers d'arbres soient plantés, et que soient créées plusieurs zones « semi-naturelles » à des fins de loisir.

* Secrétaire général du Conseil de l'Environnement - Malte.

Une pollution industrielle réduite

Presque inexistante à Malte il y a vingt ans, l'industrie emploie aujourd'hui la majeure partie de la population active. Cette expansion industrielle a posé un certain nombre de problèmes, non seulement en termes économiques, au niveau des débouchés à trouver, mais aussi dans la mesure où elle concernait l'agriculture et l'environnement naturel au sens large. Un certain nombre d'usines se sont implantées sur des terrains agricoles productifs, dont la couche de terre arable a dû être transférée ailleurs. Ce type d'opération a dû être effectué aussi à la suite de l'amélioration du réseau routier, destiné à offrir de meilleures liaisons, non seulement aux implantations industrielles, mais aussi à d'autres secteurs tels que le tourisme. La pollution industrielle n'existe pratiquement pas à Malte. Si une nouvelle industrie veut s'implanter dans l'île, elle doit affronter toute une série de décrets municipaux assez stricts, destinés à éviter toute pollution et détérioration de l'environnement naturel. D'où un certain délai nécessaire pour implanter une usine nouvelle, permettant de peser toutes les conséquences de cette opération. Dans certains cas, tels que la recherche de pétrole en mer et son exploitation, les précautions à prendre du point de vue de l'environnement sont prévues par la loi. Une série de mesures régule aussi la pollution de l'air d'origine industrielle, de même que la qualité des conditions de travail.

300 000 touristes par an

On compte 300.000 touristes par an à Malte, attirés par la beauté de l'île, ses côtes rocheuses et ses temples mégalithiques. Cet afflux entraîne comme ailleurs en Méditerranée, un certain nombre de conséquences : élévation des loyers touchant la population locale, trop-plein d'emplois saisonniers... Signalons que l'ensemble des conséquences du développement touristique sur l'île, d'un point de vue tant économique que social, fait l'objet d'une recherche qui en est actuellement à sa phase préliminaire. En termes d'aménagement de l'espace, ce récent accroissement du tourisme a surtout touché le littoral. Mais ce développement a porté sur des sites côtiers déjà « reconus » qui ont été exploités plus en profon-

deur, sans expansion supplémentaire le long des côtes. Ces centres touristiques comportaient déjà un grand nombre de résidences secondaires appartenant à des Maltais : une large portion du littoral était donc déjà occupée et l'extension de ces centres de loisirs s'est surtout faite vers l'intérieur du pays.

Fait plus important, l'augmentation constante du flux touristique a mis au premier plan la nécessité d'un contrôle rigide de la pollution marine, dans la mesure où la zone côtière constitue le principal atout touristique de l'île. L'existence d'un tourisme d'été local renforce encore cette nécessité.

La pollution due aux eaux usées et rejets domestiques n'a jamais posé de problème grave à Malte, sauf dans ces zones touristiques où les solutions restaient individuelles. L'augmentation brutale de la population durant l'été posait des problèmes et on en venait à interdire la baignade pendant ces périodes de haute pollution. La qualité de l'eau sur les plages est toujours l'objet d'une surveillance constante. Mais si les vacanciers locaux acceptaient relativement bien par le passé de ne pas se baigner pendant deux ou trois jours, on ne peut prétendre que le touriste moyen en fasse autant. Un programme d'extension du système d'égout a apporté un remède radical à ce problème : la plupart de ces zones sont maintenant reliées au réseau d'égouts collectifs. Parallèlement, les trois émissaires principaux, situés assez loin des grandes stations balnéaires, ont été prolongés de 800 m en mer et équipés d'un système de diffusion qui évite de polluer la côte. Ce programme, qui devrait être mené à bien fin 1976, aura donc résolu tous les problèmes de pollution marine à Malte, du moins en ce qui concerne les causes internes de cette pollution. Mais reste encore la question de la pollution d'origine pétrolière, qui est, elle, tout à fait externe. Il subsiste encore en Méditerranée deux zones où le déballastage est permis. Elles ont été en principe « fermées » par l'accord IMCO de 1973, mais faute d'être appliqué, les rejets restent considérables. Le littoral maltais subit deux formes de pollution dues au pétrole, l'une provenant du déballastage près des côtes; l'autre sous forme de résidus pétroliers déchargés en pleine mer.

Contrôler les rejets pétroliers

Ceci aurait pu constituer une grave menace pour le tourisme maltais. Le danger semble maintenant écarté, grâce à un contrôle constant, et coûteux. Les patrouilles des forces armées aidées par des hélicoptères maltais signalent toute présence de pétrole dans les eaux littorales. Dès qu'un résidu est signalé, on s'efforce de le détruire avant qu'il n'atteigne la côte. Mais le pétrole est déjà quelquefois trop proche des plages pour être stoppé : c'est l'office du tourisme qui mène à ce moment là les opérations de nettoyage, qui interdisent l'accès à la baignade au plus un jour ou deux.

La possibilité d'un rejet accidentel d'une grande quantité de pétrole en mer est plus préoccupante : Malte n'aurait pas les moyens de contrôler une situation de ce type, qui pourrait détériorer ses plages pour longtemps. Cette préoccupation, commune à d'autres pays méditerranéens, a conduit Malte à proposer la création d'un centre régional destiné à coordonner les activités de contrôle dans ce domaine, à la Conférence de l'UNEP sur la protection de la Méditerranée (Barcelone, Janvier 1975). Ce centre devrait commencer à fonctionner dès la fin 1976.

Parallèlement sont posées les premières lignes d'une action de protection de la nature, concernant à la fois l'intérieur du pays et la zone littorale : on envisage de créer plusieurs petites réserves naturelles. Ceci dans le cadre d'un programme général visant à harmoniser protection de l'environnement naturel aussi bien que de l'environnement construit, avec les exigences du développement économique. Certains des problèmes posés dans ce contexte seront longs à résoudre, et l'arbitrage entre plusieurs secteurs difficile à établir. Mais Malte possède un atout : sa petite taille qui constitue un inconvénient dans divers domaines devient un avantage quand il s'agit de coordination. L'existence de contacts personnels entre les responsables des différents programmes de développement économique ou de protection de la nature, facilite le dialogue et active considérablement la prise de décision et les processus administratifs.